



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA DRÔME

DIRECTION DES COLLECTIVITES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT
AFFAIRE SUIVIE PAR : M CAMBON
POSTE 2869

ARRETE N° 07-1497

portant sur la cessation d'activité et le suivi d'un centre d'enfouissement technique
STE SITA MOS à SAINT PAUL TROIS CHATEAUX

Le Préfet
du département de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement et notamment le titre 1er du livre V ;

VU le Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié;

VU la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et notamment les rubriques 167.B et 322.B.2;

VU les instructions ministérielles ;

VU l'arrêté n° 3701 du 19 juin 1979 autorisant le District du Tricastin à exploiter une décharge contrôlée de résidus urbains sur la commune de ST Paul trois Châteaux , au lieu-dit " Les Gondessards et le Bois Mahon »;

VU le récépissé de changement d'exploitant n ° 95/33 du 1^{er} août 1995 délivré à la société BRAJA VESIGNE ;

VU l'arrêté n° 6093 du 21 novembre 1996 fixant des prescriptions complémentaires à la société BRAJA VESIGNE ;

VU l'arrêté n° 7404 du 12 novembre 1999 actualisant les conditions de stockage des matériaux limités aux seuls déchets inertes ;

VU l'arrêté n°01-0963 du 14 mars 2001 prescrivant des obligations en terme de gestion des eaux pluviales et fixant des prescriptions en terme de garanties financières ;

VU le 21 décembre 2006, le dossier de cessation d'activité du site présenté par Monsieur le directeur de la société SITA MOS ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 8 janvier 2007;

VU l'avis prononcé par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques le 8 février 2007 ;

L'exploitant entendu ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme,

CONSIDERANT que les mesures proposées en terme d'analyses permettront d'assurer un suivi du site dans de bonnes conditions ;

CONSIDERANT ainsi que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ;

A R R E T E

Article 1

Les arrêtés préfectoraux n° 6093 du 21 novembre 1996 et 7404 du 12 novembre 1999 sont modifiés comme indiqué à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2

2. Gestion du suivi

2.1. Programme de suivi

Le programme de suivi est réalisé jusqu'au 1^{er} janvier 2017.

Il comprend :

- Le contrôle annuel de la qualité des eaux souterraines jusqu'au 1^{er} janvier 2012, sur les piézomètres Pz1 (amont), Pz5 et Pz6 (aval), et sur les paramètres habituels.

Les méthodes de prélèvement et d'analyses utilisées doivent être conformes aux bonnes pratiques en la matière et aux normes en vigueur.

Les résultats de toutes ces analyses sont communiqués sans délai à l'inspecteur des installations classées et au service chargé de la police des eaux. Ils sont également accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus depuis l'autorisation de l'exploitation.

En cas d'évolution significative d'un paramètre mesuré, les analyses périodiques prévues plus haut sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres sur les autres piézomètres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures précisées au paragraphe 15-2 de l'arrêté n° 6093 du 21/11/1996 sont mises en œuvre.

- L'entretien du site (fossés, bassins, couverture végétale, clôture).
- Les observations géotechniques du site avec maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles.
- Un rapport de synthèse annuel sera établi et envoyé à l'inspection des installations classées.

2.3. Fin de la période de suivi

« Au moins six mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adresse au préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin de la période de suivi, la mise en sécurité du site ».

Le préfet fait alors procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site pour s'assurer que sa remise en état est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

En application de l'article 23-6 du décret du 21 septembre 1977 modifié susvisé, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 3 : Délais et voies par recours

En application de l'article L 514-6 du code de l'environnement, les dispositions du présent arrêté peuvent être déférées au Tribunal Administratif de Grenoble :

- 1 - par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour de la notification du document;
- 2 - par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.

Article 4 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché de façon visible et permanente dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Saint Paul Trois Châteaux et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du Maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitant de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

Article 5: Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire Général de la Drôme, Monsieur le Maire de Saint Paul Trois Châteaux et Monsieur l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- Monsieur le Directeur départemental de l'Equipement
- Monsieur le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- Monsieur le Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours
- Monsieur le Chef du Service Interministériel de la Protection Civile
- Monsieur le Directeur du Travail et de l'Emploi
- Monsieur l'Inspecteur des Installations Classées

Fait à Valence, le
Le Préfet

26 MARS 2007

Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général

Eddie BOUTERA

Pour copie conforme,
Rattaché

DEMURRAY-LAFITE